

Réponse à la consultation publique N°2025-01 relative à l'adaptation des contrats de complément de rémunération au pas de temps 15 minutes

Synthèse

La réforme envisagée par le régulateur visant à réduire de 30 à 15 minutes le délai pour le règlement des écarts vise à conduire les producteurs d'énergies renouvelables (ENR) à interrompre plus fréquemment leur production lorsque les prix spot de l'électricité deviennent négatifs. Le renforcement de cette contrainte affecterait en premier lieu les installations ne disposant pas de flexibilité suffisante pour bénéficier de la prime de non-production.

Parmi celles-ci, les installations de production d'électricité et de chaleur à partir de biomasse (les cogénérations biomasse) alimentant des sites industriels seraient particulièrement impactées, car elles ont été dimensionnées pour répondre prioritairement à un besoin de fourniture de chaleur et sont conçues pour fonctionner de manière continue afin d'assurer un approvisionnement stable tant en électricité qu'en chaleur, indispensable aux procédés industriels.

Propositions

Afin de préserver le modèle économique des installations de cogénération « biomasse » et d'éviter une remise en cause de leur rôle dans la décarbonation industrielle, nous proposons que :

- Les incitations à moduler la production ne s'appliquent pas aux installations ENR intégrées à des sites industriels lorsque l'électricité produite est majoritairement consommée par le site, sans transiter sur le réseau ;
- Les unités de cogénération biomasse bénéficient d'un dispositif d'adaptation, afin de ne pas être pénalisées, lors des périodes de prix EPEX spot négatif ou nul, par des clauses contractuelles inadaptées à leur fonctionnement continu.

Question 1 : Quel est selon vous le degré de flexibilité des actifs ENR existants (selon leur filière ou leur taille notamment) ? En cas de contraintes techniques ou environnementales, merci de les préciser.

Les entreprises industrielles (ou les tiers-opérateurs les alimentant) dont les installations de cogénération biomasse bénéficient de contrats de complément de rémunération ont été lauréates d'appels d'offres biomasse organisés bien avant l'essor des périodes de prix négatif sur les marchés spots de l'électricité en France et en Europe. Ces cogénérations sont conçues pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité, essentielles au process industriel desservi, avec un fonctionnement en continu (365 jours par an, 24 h/24). En conséquence, les cogénérations ne disposent pas d'une flexibilité suffisante pour ajuster leur production d'électricité sans impacter la production de chaleur. Ainsi, l'industriel alimenté pourrait être conduit à remettre en service des moyens fossiles pour palier la réduction de la production de vapeur par la cogénération biomasse.

Question 2 : Quelles solutions permettraient d’optimiser cette flexibilité afin que ces actifs puissent répondre à des signaux de prix sur un pas de temps de 15 minutes ? A quel coût et dans quels délais ces solutions pourraient être mises en œuvre ?

L’un des seuls moyens aujourd’hui techniquement adapté serait l’installation de batteries de stockage. Toutefois, leur coût, de l’ordre de 1 million d’euros par MW, et leur délai de mise en œuvre (de l’ordre de 18 mois) rend leur installation économiquement impossible.

Question 3 : Mêmes questions pour les actifs susceptibles de signer des nouveaux contrats de soutien en complément de rémunération.

Malgré l’intérêt de la cogénération biomasse pour décarboner de nombreux process industriels consommant vapeur et électricité, et le faible coût du soutien public à la tonne de CO2 évitée, tout dispositif de soutien a été écarté des nouveaux textes de programmation énergétique, ce que nous regrettons très fortement, y compris pour leur rôle dans la structuration des filières biomasse locales.

Question 4 : Partagez-vous les principaux effets de chaque solution tels que décrits par la CRE ? En identifiez-vous d’autres ?

Nous partageons l’[analyse de la CRE](#) du 26 novembre 2024 sur le phénomène des prix d’électricité négatifs démontrant que le dysfonctionnement des marchés spot de l’électricité résulte principalement d’une surproduction d’énergie solaire entre 12h et 16h ou d’une baisse de la consommation, notamment le week-end.

Selon cette analyse de la CRE, les solutions préconisées, visant à intégrer les nouvelles exigences du marché intérieur de l’électricité, devraient s’appliquer uniquement aux installations purement électrogènes. *A contrario*, les unités de cogénération disposant d’un débouché pour leur production d’électricité doivent bénéficier d’une exemption ou d’un dispositif d’adaptation maintenant un complément de rémunération en période de prix « EPEX » spot négatif ou nul, ceci afin de ne pas être pénalisées par des clauses contractuelles inadaptées à leur fonctionnement continu.

Question 5 : Pour chaque solution, quelle(s) stratégie(s) un producteur ENR soutenu par le régime du CR devrait adopter pour maximiser ses revenus ? Cette(ces) stratégie(s) vous paraît-elle(s) implémentable(s) opérationnellement ?

Les installations de cogénération biomasse existantes ne sont par conception pas adaptées à une quelconque optimisation économique liée à la flexibilité.

Question 6 : Selon vous, parmi les trois options présentées, laquelle devrait être retenue ? Devrait-il y avoir une différence entre les nouveaux contrats et les contrats déjà en vigueur ou une période de transition minimale pour les contrats déjà en vigueur ?

L’évolution des contrats de compléments de rémunération proposée par la CRE devrait concerner les nouveaux contrats de soutien aux EnR en priorité.

Question 7 : Envisagez-vous d’autres solutions qui pourraient avoir de meilleures propriétés que celles présentées dans le présent document ?

L’analyse de la [CRE](#) du 26 novembre 2024 sur le phénomène de prix d’électricité négatifs a mis en évidence que les prix négatifs de l’électricité sur les marchés spot résultent principalement du déséquilibre causé par les installations électrogènes ne disposant pas de débouchés pour leur production.

Si la CRE décide de modifier le contrat de complément de rémunération, nous souhaiterions que la prime de non-production aux heures de prix spots négatifs soit versée aux installations ENR existantes intégrées à des sites industriels, pouvant démontrer que l’électricité produite est directement consommée « localement » sans transiter par le réseau.